



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEREXAGRI SA

14, Avenue Manon Cormier
33530 Bassens

Références : UD33 - CRA - 26-114
Code AIOT : 0005200346

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement CEREXAGRI SA implanté 14, Avenue Manon Cormier 33530 Bassens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à une demande en date du 6 février 2026 de la part de l'exploitant d'effectuer une modification du stockage de soufre REPSOL du bâtiment 4 vers le bâtiment 26A compte tenu de la programmation de déconstruction des bâtiments jusqu'à enlèvement de cette matière première vers une autre entreprise du groupe UPL.

L'inspection a également été l'occasion de faire un point sur l'avancement de la procédure de cessation d'activités et de l'avancement dans la mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEREXAGRI SA
- 14, Avenue Manon Cormier 33530 Bassens
- Code AIOT : 0005200346
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le siège social de la société CEREXAGRI SAS, filiale du groupe indien U.P.L Limited, est situé 10, avenue de l'Entreprise 95863 CERGY-PONTOISE. La société possède 3 sites : Bassens, Marseille (Canet) et Mourenx.

CEREXAGRI SAS exploite depuis 1921 sur un site de 5 ha à Bassens des installations de production et de stockage de produits agropharmaceutiques, essentiellement des phytosanitaires à base de soufre et assimilés suivant les 4 filières historiquement présentes sur site :

- le soufre sublimé,
- les produits en formulation aqueuse,
- les produits en formation huileuse ou concentré émulsionnable,
- les produits micro-encapsulés.

Le soufre nécessaire à la production est livré par camion sous forme solide et liquide. Les installations se composent de magasins de stockage, d'ateliers de formulation, d'une chaudière de 1,1 MW, d'installations de chauffage du soufre solide afin de le liquéfier et de 2 bâtiments, appelés « galerie », abritant des chambres de sublimation.

L'établissement relève du classement SEVESO « seuil haut » (Rubriques 4110 1, 4110.2a, 4510.1, 4511.1) et de la directive « IED » (Rubriques 3340 « Fusion de matières minérales » et 3440 « fabrication de produits phytosanitaires »).

L'activité de sublimation a été arrêtée au 1er août 2024.

L'exploitant a notifié en date du 3/11/2025, la cessation d'activité totale du site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Arrêt de l'activité sublimation (fonderie de soufre compris)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
5	Modification d'installations	Code de l'environnement du 28/01/2026, article L. 181-14	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	MMR détection UV_SO2	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Construction du mur au bâtiment 8 A	Arrêté Préfectoral du 31/07/2007, article Art 3,1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Entrepôt couvert: détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 12 annexe II selon modalités annexe VII-1	/	Sans objet
7	Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks n'est toujours pas consolidé, ne faisant pas figurer les déchets ni le transfert de matière d'un bâtiment à l'autre. Cela constitue une non-conformité à la réglementation.

L'exploitant doit apporter des précisions sur le projet de modification du stockage de la matière restante sur site et des éléments de planning sur la cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt de l'activité sublimation (fonderie de soufre compris)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements à l'arrêt
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025
Prescription contrôlée : <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
Constats : <p>Ce point de contrôle a été repris de l'inspection du 20/09/2024. Il portait sur la cessation partielle d'activité de l'activité de sublimation.</p> <p>Depuis, l'exploitant a notifié à Monsieur le Préfet sa cessation d'activité totale le 3/11/2025. Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le mémoire technique de la société en cours d'être retenue dans le cadre de la déconstruction, dépollution et démantèlement du site.</p> <p>Le cahier des charges prévoit un travail par zonage en fonction des typologies des modes opératoires. Tous les bâtiments du site seront détruits à l'exception des deux bâtiments administratifs. Les dalles et les réseaux d'eaux pluviales et réseau incendie seront maintenus. Une partie des couvertures sont concernées par des couvertures en amiante et des charpentes au plomb. Les offres des soumissionnaires prévoient des mesures pour limiter les poussières d'amiante et de plomb avec l'utilisation de brumisateurs.</p> <p>Une attention est demandée à l'exploitant de veiller à ce que l'eau polluée à l'amiante et au plomb du fait de ces brumisateurs ne soit pas envoyée dans le réseau d'assainissement comme c'est le cas pour toutes les eaux pluviales présentes sur le site.</p>

<p>L'inspection des installations classées a constaté le nettoyage des chambres de sublimation par haute pression. Les boues qui en résultent sont stockées sous le hangar du bâtiment 8 avant enlèvement en tant que déchet.</p> <p>Le soufre stocké sous le bâtiment 8A a été évacué début novembre. Le soufre "Repsol" restant, dont la FDS ne fait apparaître que la mention de danger H315 (provoque une irritation cutanée) est en cours de conditionnement en Big-Bag pour être envoyé vers un autre site du groupe UPL. Le soufre Repsol est ensuite stocké dans le bâtiment 4 en Big-Bag (cf. point de contrôle "État des stocks").</p> <p>L'exploitant estime la fin des travaux pour mi-juillet. La mise en sécurité devrait être effective en avril. L'attestation SECUR devrait être envoyée à cette période.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit le planning prévisionnel des travaux ainsi que la description des grandes phases de déconstruction.</p> <p>L'exploitant fournit le bordereau de suivi des déchets (BSD) pour l'évacuation du soufre sous le bâtiment 8A.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : MMR détection UV_SO2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection du 22/06/2023 :</u></p> <p>Le cahier permettant de relever les acquittements de déclenchement intempestif du détecteur</p>

UV a été consulté. Ce cahier démontre que sur un an (de mars 2022 à avril 2023), les déclenchements intempestifs sont réguliers (entre 3 et 10 déclenchements par mois). Il s'avère que les déclenchements intempestifs concernent non seulement les détecteurs UV, mais aussi les détecteurs SO2. Pour mémoire, les détecteurs sont répartis comme suit :

- détecteurs UV du 8A : n°1, 2, 3 et 4 ;
- détecteur SO2 bâtiment 8A : n° 5, 6, 7 et 8 ;
- détecteur SO2 fondoir : n°9, 10, 11, et 12.

En conséquence, la mesure de maîtrise du risque contre l'incendie présente au sein du bâtiment 8A n'est pas efficace contrairement aux dispositions de l'arrêté du 29 septembre 2005. En effet, les déclenchements intempestifs tant des détecteurs UV que des détecteurs SO2 montrent a minima un mauvais réglage. Ces déclenchements intempestifs entraînent un effet d'accoutumance des opérateurs à l'alarme visuelle et sonore nuisible à une réaction immédiate en cas de départ de feu réel. L'exploitant remédie à ce point sous 9 mois.

Réponse de l'exploitant : L'exploitant a indiqué par lettre du 02/10/2023 qu'il allait se rapprocher de son prestataire pour remédier à la situation.

Constats de l'inspection du 18/04/2025 :

L'exploitant a installé un nouveau logiciel DESIGO qui permet un report d'alarme en salle de supervision depuis l'été 2024. L'acquittement se fait depuis cette application informatique. L'exploitant a indiqué que depuis, il n'y a plus de déclenchement intempestif des détecteurs UV et SO2. Cela est confirmé par l'historique du logiciel que l'IIC a pu consulter.

Cependant, durant la phase d'échange avec l'opérateur en charge de ce logiciel, l'IIC a demandé quelle était la nouvelle procédure qui avait permis de faire cesser les alarmes intempestives. L'exploitant a indiqué que les détecteurs UV ne posaient plus de problèmes depuis plusieurs années. Or le constat précédent indiquait le contraire.

Concernant les détecteurs SO2, l'exploitant a indiqué que la cause des alarmes intempestives était le dégagement des fumées du chariot de manutention. Pour remédier au problème, l'exploitant a donc mis en place une temporisation d'1 heure permettant de "suspendre" la détection le temps que le chariot manœuvre dans le bâtiment 8A. Au bout de cette heure, la détection se remettrait en marche automatiquement. L'IIC observe que la durée de 60 minutes de suspension est excessive.

Demandes de l'inspection en date du 18/04/2025 :

L'exploitant détaille ce qu'il a mené comme changement pour permettre aux détecteurs UV de ne plus créer d'alarme intempestive. Dans le cas où il confirme n'avoir rien fait de particulier, il s'assure du bon fonctionnement du logiciel DESIGO par rapport aux détecteurs UV en réalisant des tests de détection.

L'exploitant précise et décrit la procédure de "suspension" de fonctionnement des détecteurs SO2 (arrêt complet des détecteurs ? détection active mais non basculée en alarme ? reprise automatique de l'alarme au bout d'1 heure...) et diminue au juste besoin le temps de "suspension"

de la détection

Constats du jour :

L'inspection des installations classées constate que les détecteurs de soufre ne sont pas en défaut depuis l'ordinateur de supervision. Le soufre étant évacué excepté le soufre Repsol qui est sous forme de "lentilles" et donc moins volatile, il n'y a plus de déclenchement intempestif de la part des détecteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Construction du mur au bâtiment 8 A

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2007, article Art 3,1

Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage du soufre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/11/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des Sols

Constats :

Constat de l'inspection du 22/06/2023 :

L'exploitant a mis en place un auvent pour abriter la sauterelle. Par contre le mur à l'arrière du bâtiment 8A par lequel le soufre est susceptible de se répandre sur les voies de circulation n'est toujours pas construit.

Écart : l'exploitant construit le mur du bâtiment 8A sous 9 mois.

Constats de l'inspection du 18/04/2025 :

L'arrière du bâtiment 8A étant toujours ouvert, le soufre stocké au sein de ce bâtiment est susceptible de se répandre sur les voies de circulation par débordement de la case de stockage. L'exploitant ayant indiqué que le soufre entreposé à cet endroit était dorénavant considéré comme un déchet et qu'il allait être évacué du site sous quelques mois, la construction du mur n'aura donc plus d'intérêt. Comme l'exploitant ne prévoit plus de stocker du soufre à cet endroit (une fois celui présent évacué), l'IIC ne propose pas de mise en demeure.

Demandes de l'inspection du 18/04/2025 :

L'exploitant évacue le soufre "déchet" présent sur la gauche du bâtiment 8A sous 6 mois.

Constats du jour :

Comme précisé au point de contrôle n°1, le tas de soufre "déchet" a été évacué début novembre 2025.

Le soufre ne déborde plus en direction de l'entreprise voisine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2025

Prescription contrôlée :

État des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :**Constats de l'inspection du 06/06/2025 :**

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui éditer le dernier état des stocks. Ce dernier est daté du 05/06/2025 à 18 h.

Par sondage, l'inspection a procédé à des vérifications dans plusieurs bâtiments. Il a été constaté des écarts entre l'état des stocks et les produits présents sur site :

Dans le bâtiment 15B, l'inspection a pu constater la présence de 2600 kg de DEPTAL MP ne figurant pas dans l'état des stocks.

Dans la bâtiment 4, la quantité de FLUIDOSOUFRE et de FLUID'ANCRE dans l'état des stocks est inférieur à la réalité.

Les déchets présents dans l'ensemble des bâtiments visités (15A, 26, 28, 9B) et qui constituent des combustibles en cas d'incendie (bidons souillés, produits contaminés par un champignon) ne figurent pas dans l'état des stocks. L'inspection rappelle que cette information sera nécessaire dans le cadre de la cessation d'activité pour estimer le volume à évacuer.

L'exploitant indique que l'état du stock du soufre solide est surévalué dans le logiciel par rapport à la réalité. L'inspection a par ailleurs noté que ce stock devait prochainement disparaître du fait des négociations avancées que l'exploitant a noué avec un autre industriel.

Demandes de l'inspection du 06/06/2025 :

L'exploitant fiabilise son état des stocks et intègre les déchets présents dans l'ensemble de leur bâtiment.

L'exploitant informe l'inspection de l'évacuation effective du stock de soufre.

Constats du jour :

Document consulté :

Tableau de l'état des stocks dit FIRELIST en date du 10/02/2026 à 17:00

L'inspection des installations classées constate la présence de Big Bag de soufre REPSOL dans le bâtiment 4. Ce stockage ne figure pas dans l'état des stocks. L'exploitant ne suit pas le transfert de ce soufre du bâtiment 8 où il est en vrac au bâtiment 4 en Big Bag. Seule la quantité de soufre REPSOL en vrac apparaît dans l'état des stocks et figure comme étant dans le bâtiment 8.

L'inspection des installations classées constate la présence de 14 palettes d'environ 200 kg de sacs de silice dans le bâtiment 26A et de 52 GRV vides mais souillés dans le bâtiment 4, ne figurant pas dans l'état des stocks. L'exploitant déclare qu'il s'agit de déchets qui restent à évacuer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant apporte des compléments dans son état des stocks pour qu'il soit cohérent avec la quantité de matière stockée dans les différents bâtiments. Notamment, l'exploitant s'assure que la quantité de soufre qui est transférée progressivement du bâtiment 8 au bâtiment 4 soit suivie régulièrement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Modification d'installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/01/2026, article L. 181-14

Thème(s) : Situation administrative, Projet de modification

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

L'exploitant a fait une demande par courriel en date du 06/02/2026 de transférer les 140 tonnes de soufre REPSOL, conditionné en Big Bag, du bâtiment 4 vers le bâtiment 26A. L'exploitant a fourni la FDS du produit qui est uniquement classé H350, un plan des bâtiments concernés et le descriptif des moyens de lutte incendie du bâtiment, à savoir :

"3 détecteurs linéaires par cellule, 4 détecteurs flammes par cellules

Portes coupe-feu entre les cellules

Déclenchement de l'extinction mousse automatique haut foisonnement du magasin 26 suite à une double détection flamme et fumées. Noyage en 6 minutes environ de la plus grandes des cellules en mousse à 2m 70 de hauteur

Possibilité de déclencher l'extinction mousse en manuel via des déclencheurs manuels."

L'inspection des installations classée a constaté la présence de la cuve d'émulseur, des canons à mousse et que les détecteurs incendie étaient opérationnels depuis le visuel de la centrale incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin d'instruire la demande de l'exploitant pour le transfert du soufre REPSOL dans le bâtiment 26A, l'exploitant fournit un document autoportant pour expliciter en quoi consiste la modification et la présentation des éléments justifiant que le risque accidentel est maîtrisé. Il fournit notamment la vérification des installations électriques et des détecteurs incendie et des moyens de lutte incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Entrepôt couvert: détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 12 annexe II selon modalités annexe VII-1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Constats :

Un arrêté de mise en demeure daté du 17 mai 2024 a été signé par Monsieur le Préfet de Gironde visant la prescription *supra* pour que l'exploitant équipe les bâtiments classés 1510 de détection automatique incendie. À la suite de l'inspection inopinée du 30 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les bâtiments concernés contenaient des combustibles sans être équipés de système de détection automatique incendie. À la suite de cette inspection, l'exploitant a déposé une cessation partielle d'activité pour déclasser de la rubrique 1510 les bâtiments 2 - 3 - 9B - 27A et 27B. Cette cessation partielle d'activités a été actée le 29 août 2025. L'inspection des installations classées constate que les bâtiments 9B, 27A et 27B sont vides de tout stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

[...]la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. [...]

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les gardiens qui sont intervenus de la société

SIS Sécurité du 30/01 au 10/02 /2026 figurent dans la liste des gardiens formés par Cerexagri aux procédures d'urgence sur le site en date du 28/08/2025.

L'exploitant déclare que l'agente d'accueil a pour consigne de vérifier que le gardien qui se présente le soir est bien dans la liste des personnes formées. Si ce n'est pas le cas, elle doit en aviser l'animateur HSE qui prend les dispositions nécessaires pour ne pas avoir un personnel non formé présent sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite